



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0005249
Bénéficiaire :	20006743700018 CA PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20006743700018
Raison sociale :	CA PROVENCE ALPES AGGLOMERATION
Adresse :	04000 DIGNE LES BAINS



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP02 - Axe prioritaire : Développer l'économie et les services numériques / OT02 - Objectif thématique : Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité / PI02c - Priorité d'investissement : Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté) / AP02-OT02-PI02c-OS2c - Objectif spécifique : Développer les services numériques au service des territoires et des citoyens

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI 2c - 2016 - Développement de nouveaux services liés au Système d'Information Géographique mutualisé en Pays dignois pour une plus grande diffusion de l'information
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Territoire du Pays dignois (ensemble des quatre communautés de communes Asse-Bléone-Verdon, Duyes et Bléone, Haute-Bléone et pays de Seyne).
Zone(s) :	
Type	Libellé
Arrondissement INSEE	Digne-les-Bains

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI2c : Développer les services numériques au serv./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 22 mai 2018	Décisionnel	Dématérialisé	22/05/2018	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 30 septembre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	30/09/2019	

Description de l'opération
<p>Contexte</p> <p>Depuis 2013, le Comité du Pays dignois a travaillé avec l'appui de la Région, et pour le compte des Communautés de communes adhérentes à la mise en œuvre d'un Système d'Information Géographique mutualisé piloté par le pays. L'objectif de cette démarche est de fédérer les différentes initiatives locales, d'accélérer la dématérialisation du territoire et de développer les usages des données et outils mis à disposition via le SIG sur l'ensemble du territoire.</p>



Le Pays dignois s'est donc engagé dans une démarche de sensibilisation, d'information et de coordination à destination des collectivités afin de faciliter l'émergence, la montée en charge et la prise en main de ce projet

Dans le cadre d'une convention de partenariat entre les différentes communautés de communes sur la période décembre 2014 à décembre 2016, le Pays de dignois a travaillé en co-pilotage avec la ville de Digne sur la mise en place et le développement du SIG Pays dont les objectifs étaient les suivants :

- mutualiser l'information géographique
- mutualiser les ressources de gestion des données (personnel, matériel, etc.)
- assurer la cohérence des données
- assurer la diffusion de l'information géographique

Le projet SIG de pays constituant un projet global pour le territoire du Pays dignois, il fait ainsi l'objet d'un partenariat entre les structures suivantes :

- du pays dignois (maître d'ouvrage de l'opération),
- chacune des 3 communautés de communes du pays,
- les 30 communes du pays

L'outil SIG a fait l'objet d'une procédure de consultation dans le cadre d'un marché public (notifié en juillet 2014), passé par le Comité du Pays dignois, maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur. Le territoire dispose aujourd'hui d'un serveur de données hébergé et exploité par un certain nombre d'outils informatiques :

- Un module de gestion et d'administration de la base de données permettant à un administrateur du système de gérer les droits d'accès, de structurer la base de données, d'intervenir sur les données contenues dans cette base...
- Un serveur cartographique permettant la diffusion des données via extranet
- Une application d'instruction des procédures d'urbanisme (ADS)

L'ensemble des modalités d'organisation, de fonctionnement et de financement du service SIG en Pays dignois est fixé dans le cadre d'une convention de partenariat liant les communautés de communes et le Pays dignois pour une période initiale de 3 ans renouvelable.

Le service SIG est piloté par l'ensemble des signataires de la convention et les partenaires du projet (Conseil départemental, CRIGE, DDT, conseil de développement...)

Le service SIG compte aujourd'hui une géomaticienne « administrateur » à temps plein et s'appuie sur les secrétaires de mairie et les techniciens référents dédiés au SIG dans chaque communauté de communes.

La consultation des différents partenaires réalisée dans le cadre de l'évaluation de ce précédent partenariat a mis en évidence la nécessité de poursuivre la démarche engagée afin de répondre aux besoins communs en matière de production, d'actualisation, d'exploitation de l'information géographique, de développement de nouveaux outils, et aux besoins d'assistance et d'accompagnement au quotidien.

Les enjeux majeurs pour le territoire identifiés ont été les suivants :

- la définition d'un projet partagé entre tous les acteurs,
- l'élargissement des réflexions et des actions sur un périmètre cohérent,
- la mise en cohérence des actions et des programmes dans un souci d'efficience.

Objectifs recherchés :

Aujourd'hui, tout l'enjeu de notre territoire rural est le déploiement de cet outil dans les collectivités, et son ouverture aux autres services publics, au monde associatif, aux entreprises et aux citoyens.

L'objectif est d'inscrire le Système d'Information Géographique au cœur d'une démarche d'intelligence territoriale collective en vue de développer des modes de gestion de l'espace plus efficaces et de favoriser l'émergence de projets innovants dans les domaines et au sens de la Stratégie Régionale de l'Innovation.

Les données et services issus du SIG touchent en effet une multiplicité d'acteurs locaux dans de nombreux domaines et filières : énergie, tourisme, réseaux, culture, tourisme, mobilité durable, santé...). Son développement et son ouverture en facilitant la co-construction, la planification, le suivi et l'évaluation de projets en prise directe avec le territoire, sont de nature à renforcer l'efficience des politiques publiques territorialisées.

Le SIG permet, sous réserve que les données qui le composent soient facilement mobilisables et régulièrement actualisées, de disposer rapidement d'une représentation spatialisée objective et facilement lisible des enjeux et de déterminer ainsi les secteurs sur lesquels porter une attention particulière et concentrer les actions.



Pour ce qui concerne les entreprises et les citoyens, une meilleure vision de leur territoire, de ses composantes, de son accessibilité, de son équipement, des réglementations qui s'y appliquent facilitent le quotidien des premiers et l'efficacité des seconds.

Résultats escomptés (cible visée)

- Mobiliser les sources et les compétences pour répondre aux enjeux actuels et servir le plus grand nombre:
Le partage de l'information et la mutualisation sont à la base de la création de notre service SIG.
Le Pays dignois a développé un réseau régional de partenaires au travers du CRIGE PACA coordinateur et pilote dans la Région, des échanges avec le Conseil départemental des Alpes de Haute Provence qui n'a pas souhaité s'investir dans ce domaine, du Conseil départemental des Hautes-Alpes qui a développé son outil départemental, de la participation aux réunions d'échange des géomaticiens 04 / 05, des travaux avec la DDT04, avec le SDIS04, avec l'IGN, avec les Chambres consulaires...
- Le SIG et ses services démultipliés serviront différents acteurs et bénéficiaires :
Les collectivités locales, les autorités organisatrices de transport (AOT), les gestionnaires d'ERP, les entreprises, les chambres consulaires, les acteurs de la planification urbaine, les usagers de la ville et du monde rural, résidents et visiteurs...
- Un territoire équitablement desservi
L'importance d'investir dans l'information géographique est prégnante en milieu rural, la faible densité et l'absence d'acteurs privés qui s'imposent dans le domaine nécessitent une vigilance particulière des acteurs publics pour ne pas perdre de distance et conforter le dialogue urbain-rural.
- Une meilleure prise en compte des personnes à mobilité réduite
- Une meilleure prise en compte de l'environnement
- Le développement de la culture SIG sur le territoire

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/04/2018	Fin : 31/12/2020
2017: Acquisition du GPS (marché à mettre en place) et amélioration progressive des données patrimoine communal Mise en œuvre de la Base de données Zone d'activité économique et BD Adresse Déploiement du SIG sur le territoire de Seyne (intégration des données existantes et formation) Déploiement de la base ERP et BD Equipement collectif (mise en œuvre d'une coordination) = 98 549 €		
2018: Déploiement des applications métiers Suivi de la mise en place du SCOT (MOS) Base de données Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (ERP/ Logements / Arrêts transports collectifs / Voirie / Espaces publics) Base de données Mobilité/Transports (dans le cadre de la définition de plans de déplacements) Accompagnement par la donnée de la mise en place de la plateforme énergétique et de la plateforme circuit-court (Système Alimentaire Territorialisé) = 98 549 €		
2019: Conforter les réseaux et mutualiser Développement des outils Base de données Rénovation énergétique (dans le cadre de la création de la plateforme de la rénovation énergétique et du Programme d'Intérêt Général « Précarité énergétique » PIG) Base de données Transition énergétique (Eclairage public, Bornes pour véhicules électriques, ENR, Gestion des déchets ...) BD réseaux humides (Adduction d'eau potable, assainissement, eaux pluviales...). = 98 551.04 €		
TOTAL: 295 649.04 €		

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier



Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Investissement	0,00 €
Événements, Promotion, Publication			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	0,00 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	0,00 €
Frais de conseil, expertise, Installation et maintenance			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	0,00 €
Achat d'équipement, de machine/ Dépenses d'amortissement			
Total :			0,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
REGION	Provence-Alpes-Côte d'Azur				0,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide		0,00			
Total co-financier					0,00		0,00	
Bénéficiaire				100,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	0,00		0,00	



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Déprogrammation de l'opération suite à l'annonce officielle de son abandon par le porteur en date du 03/07/2019. L'abandon est motivé par le vote d'un budget 2019 contraint et resserré sur les compétences obligatoires de la communauté d'agglomération ne permettant pas de mobiliser un auto-financement suffisant pour mener à bien l'opération. Aucune avance n'a été accordée, aucune remontée de dépense n'a été effectuée.